

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....	Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 74.00
	Autres départements.....	— 23.00;	— 43.00;	— 80.00
	Belgique.....	— 25.00;	— 48.00;	— 90.00
	Union Postale: Tarif A.....	— 28.00;	— 50.00;	— 100.00
	Tarif B.....	— 30.00;	— 55.00;	— 100.00

REDICTION.....	ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue, Tél. 327.51, 327.53, 327.54.
ANNONCES.....	TOURCOING.....	22, rue Carnot, Tél. 37.
	LELLE.....	3, rue Faidherbe, Tél. 538.51.
	PARIS.....	28, Boulevard Poissonnière, Tél. Provence 71.84.
	MOUSCRON.....	105, rue de la Station, Tél. 5.44.

SOCIÉTÉ DE...
13, Rue de...
T. 62.80 LILLE 7.
Membres fondateurs...
Membres honoraires...
Membres correspondants...
Commissaires de 6 à 10...
ST LILLE

M. Germain-Martin a déposé à la Chambre le projet de loi sur les pleins pouvoirs financiers Mais le Gouvernement en obtiendra-t-il le vote ?

LA MAJORITÉ DE LA COMMISSION DES FINANCES EST HOSTILE A CETTE MESURE POUR DÉFENDRE LE FRANC, LA BANQUE DE FRANCE A PORTÉ A 6 0/0 LE TAUX DE L'ESCOMPTE

BILLET PARISIEN

La Chambre veut-elle renverser le Cabinet ?

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 28 mai (Minuit).

Le projet gouvernemental sur les pleins pouvoirs déposé mardi sur le bureau de la Chambre sera discuté jeudi en séance publique. Ainsi en a finalement décidé le Gouvernement qui estime que l'œuvre de redressement doit être accomplie sans délai. Comme M. Germain-Martin l'indique dans l'exposé des motifs du projet, les sorties d'or ont atteint plus de 5 milliards depuis le 17 mai (1.160 millions pour la seule journée du 27 mai). Il s'agit donc bien d'une campagne menée contre le franc avec les moyens les plus puissants. Pour briser cette campagne, il importe d'aller vite.

Dans quelles dispositions la Chambre a-t-elle reçu ce projet qui confère au Gouvernement des pouvoirs plus étendus que tous ceux qui ont été accordés jusqu'à présent à n'importe quel gouvernement ? Ces dispositions, il faut l'avouer, ne sont pas enthousiasmantes. Chez ceux-là mêmes qui sont résolus par patriotisme à voter l'article unique du projet, on peut noter une nuance de désapprobation. Malgré la clarté et la précision technique du discours prononcé à la tribune par M. Germain-Martin, qui a démontré, avec chiffres à l'appui, que seule la réalisation de l'équilibre budgétaire découragerait la spéculation à la baisse du franc et enlèverait tout prétexte à la campagne des dévaluationnistes, la Chambre a accueilli ces explications dans une atmosphère de morne lassitude.

La Chambre serait-elle donc dévaluationniste ? Point du tout. Si la dévaluation a ses adeptes, et s'il est méconnaissable d'affirmer que M. Paul Reynaud ne recule de plus en plus nombreux, il n'en est pas moins vrai que la dévaluation qui diminuerait les ressources des salariés et des épargnants, est impopulaire à la Chambre prise dans son ensemble, comme elle l'est dans le pays. Non, la Chambre hésite à voter le projet gouvernemental pour d'autres raisons. Ce qu'elle voudrait, c'est que tous les partis fussent associés aux mesures forcément impopulaires (qui dit déflation budgétaire dit nécessairement sacrifices) que prépare le Cabinet de M. Flandrin. Ce sentiment prédomine nettement chez les radicaux-socialistes qui constatent avec inquiétude que les socialistes se gardent bien de voter les pleins pouvoirs.

Insciemment, les Valoisens en viennent à souhaiter l'avènement d'un Gouvernement auquel participeraient les socialistes.



En haut, le deuxième M. GERMAIN-MARTIN A LA TRIBUNE à gauche: M. TARDIEU, qui a fait hier sa rentrée à la Chambre (Ph. Franco-Press).

Ce Gouvernement, qui serait en quelque sorte calqué sur le Cabinet belge et qui irait de la droite à l'extrême-gauche, n'est-il vraiment autre chose qu'une chimère ? Ce qui est sûr, c'est qu'en son nom le chef, qui serait M. Fernand Bouisson, président de la Chambre.

Le Conseil des Ministres

Paris, 28 mai. — Le Président de la République, qui s'est rendu exceptionnellement à l'hôtel Matignon pour présider le Conseil des ministres, en vue de ménager l'état de santé de M. Pierre-Etienne Flandrin, est arrivé à 10 h. précises, à la Présidence du Conseil. Un piquet de la Garde républicaine en grande tenue a rendu les honneurs au chef de l'Etat à son arrivée et à son départ de l'hôtel Matignon, à 12 h. 15.

Les délibérations gouvernementales ont été consacrées à l'étude des mesures propres à réaliser l'assainissement des finances publiques, la reprise de l'activité économique, la défense du crédit et le maintien de la monnaie.

Il est très vraisemblable que, en raison de la liquidation de fin de mois qui doit avoir lieu vendredi en Bourse, le débat public s'engagera dès jeudi à la Chambre. M. Pierre-Etienne Flandrin assistera à la séance.

Un appel au pays

Pendant que le Conseil des ministres délibérait à l'hôtel Matignon, sous la présidence de M. Albert Lebrun, M. Fernand Bouisson, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, a communiqué à la Presse la note suivante :
« Le Gouvernement a procédé de nou-

veau à un minutieux examen de la situation monétaire et financière du pays. Il affirme que, dans l'ordre technique, cette situation ne présente aucun élément qui puisse mettre en péril la monnaie.

La Banque de France prend d'importantes mesures pour enrayer les sorties d'or

Paris, 28 mai. — La Banque de France a décidé d'élever le taux de son escompte de 4 à 6 p. 100, le taux des avances sur lingots de 5 1/2 à 7 p. 100, le taux des avances sur titres, de 4 1/2 p. 100 à 6 1/2 p. 100, et le taux des avances à 30 jours, de 4 p. 100 à 6 p. 100.

Ces mesures, dit-on en haut-lieu, n'ont pas plus que les précédentes, un caractère exceptionnel.

Elles sont une étape logique d'un processus classique qui a pour but de répondre aux attaques des spéculateurs et d'arrêter les sorties de métal jaune.

Il est possible que la Banque de France, mais il est certain que le Conseil de régence et le gouvernement prendront toutes les mesures qui s'avèreront utiles pour assurer l'intangibilité de notre monnaie.

La séance de la Chambre

Paris, 28 mai. — De nombreuses personnes attirées au Palais-Bourbon par la rentrée parlementaire ont pris place longtemps à l'avance dans les tribunes publiques.

Le corps diplomatique est brillamment représenté dans sa loge spéciale. Les députés s'attardent jusqu'à l'heure de l'ouverture de la séance dans les couloirs.

M. Fernand Bouisson vient prendre place au fauteuil présidentiel à 15 h. 30 et aussitôt les traveses de l'hémicycle se garnissent de nombreux députés, parmi lesquels on remarque MM. André Tardieu, Paul Reynaud, Malvy, Léon Blum.

La séance est ouverte à 15 h. 35. La parole est donnée au ministre des Finances.

Le déficit des chemins de fer est en voie de réduction, une reprise des affaires se dessine dans les banques et les industries. Les résultats fiscaux permettent d'affirmer que la situation était meilleure qu'à la fin de 1934. La Trésorerie était, elle, en situation difficile.

Jusqu'au 6 mai, la situation de la Trésorerie a été normale malgré les grandes charges que j'avais annoncées: 7 milliards de francs, plus 2 milliards supplémentaires. La Trésorerie a dû faire face à des charges supplémentaires, en raison du déficit que j'ai dit, et en raison des spéculations contre le florin et le livre.

Jusqu'au 10 mai, aucun symptôme qui permît au ministre des Finances de dire qu'il y a un péril d'ordre monétaire, financier, ou de trésorerie.

Le ministre poursuit son exposé, écoute attentivement par toute la Chambre, coupé de quelques interruptions à l'extrême gauche.

Le 12 mai, les sorties d'or étaient de 236 millions par jour, et hier, on a vu sortir 1 milliard 160 millions (excl. à gauche). Mais là n'est pas le problème, là n'est pas le péril. Les sorties d'or s'expliquent par la crainte de ceux qui croient à la dévaluation du franc.

On vend du franc et on achète des lingots, puis, il y a l'opération spéculative proprement dite. Nous suivons l'opération spéculative, au lendemain de l'opération de dévaluation du belga, si on peut en discuter les résultats, si on peut se douter que les bénéficiaires sont ceux qui ont été les prévoyants de la catastrophe du belga.

Le ministre des Finances montre que les personnes les mieux intentionnées concourent à créer une situation dangereuse en affirmant que la dévaluation est inévitable. (Appl. nomb. bancs).

Il faut rendre hommage à ce pays qui, malgré les difficultés actuelles, n'a pas douté un instant du crédit public.

UNE FIN DE JOURNÉE PEU RASSURANTE

Le fait que le groupe radical-socialiste s'est séparé, comme on le verra plus loin, sans voter d'ordre du jour, a été diversement interprété dans les couloirs de la Chambre.

Ce fait était considéré par certains comme le signe d'une détente.

D'autre estimait que le groupe demeurerait indéfini et cherchait à obtenir, avant d'assumer ses responsabilités, certains apaisements. Nombreux sont, en effet, les radicaux-socialistes qui souhaiteraient que le gouvernement prit certains engagements fermes sur certains points de son plan de redressement financier, économique et monétaire.

C'est afin d'exprimer ces desiderata que deux membres du bureau du groupe radical ont été délégués dès ce soir, auprès de M. Flandrin et que ses représentants à la Commission des finances ont été chargés d'intervenir auprès de M. Germain-Martin lors de son audition.

On se demande pourtant si cette tentative de conciliation aboutirait à une entente, même au cas où seraient faites par le Gouvernement les concessions demandées par une fraction du groupe radical-socialiste, car il semblerait qu'une majorité favorable aux pleins pouvoirs se trouverait difficilement à la Commission des finances.

Celle-ci apparaît d'autant plus hostile à cette procédure qu'elle comprend une majorité nettement orientée à gauche et qui a toujours eu tendance à substituer aux projets gouvernementaux des contre-projets d'inspiration parlementaire.

On allait même, dans la soirée, jusqu'à envisager dans certains milieux politiques, l'éventualité, en présence d'une opposition déclarée de la commission, le gouvernement préférerait peut-être se retirer dès mercredi soir, plutôt que d'affronter en séance publique un débat dont l'issue serait par trop incertaine.

Des manifestations de panique se sont manifestées dans certains milieux ils auraient les plus graves inconvénients pour les caisses d'épargne et la caisse des dépôts. Le gouvernement et le Parlement doivent donc envisager des remèdes à cette situation.

Certaines personnes prétendent que le remède le plus efficace, le plus rapide est la dévaluation de la monnaie. D'autres préconisent les rajustements des dépenses et des recettes de l'Etat.

Le gouvernement est en faveur de l'ajustement de la dépense à la recette et nullement de la dévaluation. (Appl. dir. bancs).

Le ministre des Finances demande si on va soudain créer la catastrophe pour les déposants des caisses d'épargne, des détenteurs de rentes françaises, des obligations de rente, les assurés sociaux, si on va compliquer la situation des ouvriers, des employés, par une dévaluation.

— C'est pourquoi, dit-il, je me refuse à être l'exécuteur d'une pareille mesure, et je suis en complet accord avec tout le Gouvernement (Applaudissements au centre et à gauche, bruits extrême-gauche et divers bancs).

(Lire la suite page 2)

"Normandie" quitte aujourd'hui la France



On a procédé mardi au chargement du paquebot géant, qui va quitter Le Havre mercredi pour New-York (Ph. N.Y.T.). A l'aide de tuyaux, le vin est transféré des tonneaux, à bord du paquebot.

C'est mercredi après-midi, à 17 h. 30, que « Normandie » quittera Le Havre pour New-York. Le paquebot aura à son bord, outre M^{me} Lebrun, sa belle-fille, sa fille et le contre-amiral Le Bigot, M. William Bertrand, ministre de la Marine marchande, qui sera accompagné de M. Ingrand, chef-adjoint de son cabinet. Le paquebot arrivera à New-York le 3 juin, vers 15 heures.

Au cours d'un violent orage, un faubourg d'Amiens a été ravagé par les eaux Une quinzaine de maisons se sont écroulées



DEUX ASPECTS DE LA BANLIEUE D'AMIENS INONDÉE (Ph. N.Y.T.)

C'est un véritable désastre qui s'est abattu dans la nuit de lundi à mardi, sur un faubourg d'Amiens. A la suite d'un violent orage, une trombe d'eau a déferlé des hauteurs de Briguelesnil, Ferrières, Bovelles, à 15 km. d'Amiens et, empruntant la vallée sèche, déboucha au champ-de-tir en torrent impétueux.

L'envahissement des eaux. En quelques minutes, les vagues limoneuses semblables à un mascaret avaient tout ravagé sur leur passage : récoltes, arbres, petits bâtiments, tout était emporté. Les routes de Guignemont, de Molliens-Vidame, la voie ferrée d'Amiens à Amale étaient coupées et le faubourg de Renancourt était bientôt transformé en lac.

Tous les habitants tirés de leur sommeil par les flots, durent se réfugier aux étages supérieurs de leurs maisons dont plusieurs s'effondrèrent en partie.

En hâte, dans la nuit, les secours s'organisent. Les pompiers d'Amiens arrivent avec leur matériel et l'on fit appel au 8^e d'infanterie qui coopéra, durant toute la nuit au sauvetage des malheureux dont on entendait les appels de détresse. Toutefois, les secours furent rendus très difficiles en raison du brouillard épais qui rendait la visibilité à peu près nulle, et du manque d'appareils de sauvetage indispensables. En certains endroits, l'eau atteignait en effet 11 mètres de hauteur.

Au fond de Grâce. Le champ de tir du Fond de Grâce était complètement submergé et l'on croyait que le piquet d'infanterie qui, en temps ordinaire, couche dans un abri souterrain avait péri. Heureusement, dans la matinée de mardi, on apprenait que les soldats étaient parés pour le camp de Sissonne et que le piquet de garde avait été momentanément supprimé.

Quant aux dégâts causés aux cultures, il est impossible de les évaluer pour l'instant. Tous les champs et les routes sont détruits. Le ruisseau de Briguelesnil coule plus haut, est occupé sur plusieurs centaines de mètres. Des rails ont été emportés et le talus a été déporté de plus de trois mètres.

Les récoltes ont été ravagées. Le bétail qui se trouvait dans les champs et dans les fermes a été emporté à péri. Mardi après-midi, on voyait des cadavres de lapins, de cochons et de vaches allés au fil de l'eau. Des meubles surnageaient au milieu des plus hétéroclites. Une quinzaine de maisons dont les toitures ont été emportées sont en ruine. Les habitants qui ont échappé à la catastrophe, mais il est malheureusement certain qu'on n'a aucune nouvelle de ceux qui ont disparu.



M. GERMAIN-MARTIN S'ENTRETIENANT AVEC UN JOURNALISTE (Mond. Photo-Press).

A L'ISSUE DU CONSEIL: MM. MARCHANDEAU, FERNET ET HERBIET (Ph. Keystone).